

La diplomatie est un art plus difficile que la guerre

🕒 5 min



Rien n'est plus dangereux que la confrontation de pays dont la politique intérieure dicte la politique extérieure. L'attaque menée par l'Iran sur Israël dans la nuit du samedi 13 au dimanche 14 avril est sans précédent à plus d'un titre, et la France s'est appuyée à bon droit sur sa base militaire en Jordanie pour détruire certains des projectiles lancés sur l'État hébreu et rappeler qu'on peut désapprouver les choix politiques et militaires d'un allié sans pour autant le laisser attaquer par une puissance qui a depuis des décennies juré sa destruction. Mais par-delà des discours rassurants de ceux qui veulent se convaincre que les deux protagonistes en resteront là, une chose est désormais certaine : le monde est au bord de l'embrasement. Pour la première fois, deux puissances, l'une nucléaire, l'autre sur le point de l'être, s'attaquent directement, sans passer par les habituels « proxys » qui permettent de limiter l'escalade.

Depuis le 7 octobre, les règles qui prévalaient jusqu'à présent dans le conflit au Proche-Orient ont été balayées, faisant des États-Unis et de l'Europe les spectateurs impuissants d'une montée en tension de plus en plus incontrôlable. Benyamin Netanyahou, selon les observateurs israéliens, a

besoin de faire oublier l'échec que constitue pour les forces de sécurité israéliennes le massacre perpétré par le Hamas. Lui qui, avant le mois d'octobre, était fragilisé, menacé d'être poursuivi par la justice pour ses affaires de corruption, aura finalement trouvé dans l'offensive lancée sur Gaza le moyen de se maintenir au pouvoir, alors même qu'on peine à distinguer quelle peut être la fin d'une opération visant officiellement à « éradiquer le Hamas ». Et si les éliminations ciblées font partie des modes d'action, certes discutables au regard du droit mais rendus nécessaires par la nature même d'une guerre asymétrique, venir bombarder l'ambassade d'un pays souverain sur le territoire d'un autre pays souverain, comme l'a fait Israël le 1^{er} avril en visant l'ambassade d'Iran à Damas, revient à gratter une allumette au-dessus d'un baril de poudre.

Côté iranien, le régime des mollahs est déjà, depuis des décennies, prompt à réveiller le conflit avec le « Satan » israélien dès qu'il s'agit de faire oublier de piètres résultats économiques, une inflation galopante, ou, pire, des manifestations réclamant un minimum de liberté. Le courage immense de la jeunesse iranienne qui a manifesté pendant des mois au cri de « femmes, vie, liberté », de ces jeunes gens pendus pour avoir osé se rebeller, a ébranlé un pouvoir prêt à tout pour se maintenir. Ébranler l'équilibre régional, agiter le spectre de l'ennemi extérieur, exciter le nationalisme tout en fragilisant les pays concurrents accusés de pactiser, la ficelle est grosse mais visiblement toujours efficace.

Autour, les pays arabes sont piégés. La Jordanie et l'Égypte tentent d'éviter l'embrasement. Nul n'a intérêt à une guerre régionale dont le gagnant symbolique serait l'Iran. Nul, surtout, n'a intérêt à de nouveaux printemps arabes issus de la rue chauffée à blanc par le sort tragique de Gaza. Mais face à deux pouvoirs politiques qui savent que l'escalade les sert, la communauté internationale est impuissante. Certes, l'Iran n'a pas utilisé ses armes les plus performantes et a prévenu de l'attaque, de sorte que les deux protagonistes

peuvent crier victoire et pourraient en rester là. Mais les États-Unis eux-mêmes ne parviennent plus à freiner les ardeurs d'un Benjamin Netanyahu qui a construit sa pérennité politique sur une posture sécuritaire dont l'horreur du 7 octobre aurait dû marquer l'échec final mais qui, au contraire, en a fait le point d'appui pour pousser toujours plus loin cette logique. « *Tu as eu ta victoire, accepte-la* » a dit Joe Biden à son homologue israélien après la destruction par le Dôme de fer israélien de 99 % des drones et missiles lancés par l'Iran. Réponse de ce dernier quelques heures plus tard : la promesse d'une « *riposte* » dont tout l'enjeu est de savoir si elle se contentera de cibles limitées et symboliques ou si elle franchira une nouvelle étape.

De l'Ukraine au Proche-Orient, nous sommes au bord du gouffre. On peut refaire l'histoire de ces conflits et comprendre comment les uns et les autres ont joué la politique du pire. On peut analyser les chiffres des ventes d'armes ces dernières années et en conclure que tout cet argent dépensé doit bien à un moment trouver un débouché. Une fois de plus, les néoconservateurs européens et américains appellent à la guerre contre l'horrible régime des mollahs sans comprendre qu'ils ne feront que le renforcer. L'urgence est au contraire de faire baisser la tension et de faire enfin de la diplomatie, ce que peu de gens font ces temps-ci. Pas des grandes déclarations à destination des médias. De la vraie diplomatie à l'ancienne, ingrate, discrète, qui permette de comprendre les intentions et les lignes rouges des uns et des autres. Il est nécessaire d'y adjoindre un pays comme la Turquie, où les dernières élections ont démontré qu'il y restait une démocratie dont le fond kémaliste ne s'efface pas si facilement. Nous avons en France le personnel diplomatique capable de contribuer à ce travail. Encore faut-il ne pas lui rendre la tâche impossible par des déclarations tonitruantes qui, pour des pures questions de posture, brouilleraient l'image d'un des rares pays dotés de la bombe, d'une armée, et d'une capacité à parler à tous les protagonistes.

L'urgence est de faire enfin de la diplomatie. De la vraie diplomatie à

***l'ancienne, ingrate, discrète, qui permette de comprendre les intentions
et les lignes rouges des uns et des autres.***